

Initiatives ministérielles

Le déficit va s'élever à quelque 32 milliards de dollars cette année. En d'autres mots, nous allons être endettés de 32 milliards de dollars de plus. D'ici la fin de son mandat, le gouvernement va s'être endetté de 100 milliards de dollars de plus.

Si les taux d'intérêt s'établissent à 6 ou 7 p. 100, cela va faire 6 ou 7 milliards de dollars, mais ce n'est que la pointe de l'iceberg. Au cours de la même période nous avons accumulé des intérêts, si bien que le montant sera probablement bien supérieur, avoisinant les 11 ou 12 milliards de dollars.

Pour avoir attendu trop longtemps, nous allons devoir sabrer davantage dans nos programmes sociaux. Il s'ensuit que nous ne pouvons pas laisser entrevoir de sitôt aux Canadiens un allègement fiscal. Les gens réclament à cor et à cri un allègement fiscal quelconque.

Compte tenu de la situation actuelle, d'ici la fin du mandat, les Canadiens dépenseront 51 milliards de dollars par année au titre de l'intérêt sur la dette, soit 37 cents de chaque dollar fiscal. Voilà qui est une énorme somme d'argent consacrée au seul paiement de l'intérêt.

Qui plus est, la situation du chômage est non moins alarmante. Le taux de chômage s'élève actuellement à 9,4 p. 100. Comme beaucoup d'autres, j'estime que la grande cause de ce taux de chômage élevé, c'est l'énorme boulet à traîner que sont la dette et le déficit astronomiques pour notre économie.

Les députés d'en face disent que nous devrions avoir un programme de création d'emplois, mais le vérificateur général a semoncé le gouvernement à cause de ces programmes, parce qu'ils ne fonctionnent pas. Ils ne font qu'accroître la dette, ce qui aggrave la situation.

Nous devons examiner tous ces problèmes. Nous devons trouver un moyen de nous y attaquer, en recourant à quelques-unes des valeurs dont j'ai traité il y a un instant.

Je voudrais parler un peu plus longuement de la situation actuelle. Le Régime de pensions du Canada est sérieusement en difficulté, car il représente une dette d'environ 500 milliards de dollars. Les impôts montent en flèche. En fait, ils ont augmenté davantage au Canada que dans tout autre pays du groupe des Sept au cours des dernières années. La situation est très grave.

En terminant, lorsque les députés rentreront chez eux pour Noël et se réuniront avec leur famille, surtout avec leurs enfants et leurs petits-enfants, ils devraient se rappeler pourquoi au juste nous siégeons dans cette Chambre. Nous ne sommes pas ici uniquement pour servir notre génération, mais également pour corriger tous les torts que nous faisons supporter à la génération suivante.

En fin de compte, à mon avis, ce que les gens veulent réellement, ce n'est pas un budget. Ils veulent être confiants de pouvoir prendre leur retraite un jour, de trouver un emploi et d'avoir assez d'argent dans leurs poches, après avoir payé leurs impôts, pour être en mesure d'envoyer leurs enfants à l'université. Ce sont ces choses simples que les gens ordinaires désirent chaque jour. Lorsqu'on parle avec les gens d'un peu partout, c'est ce qu'ils disent vouloir. C'est la recommandation que je fais au ministre des Finances.

Comme la session tire à sa fin, je voudrais souhaiter à tous les députés un très Joyeux Noël. Meilleurs voeux pour l'année nouvelle.

• (1630)

Le président suppléant (M. Kilger): J'ai cru un instant que le député de Medicine Hat allait commencer à empiéter sur le temps de parole du député de Calgary-Centre. Je suis persuadé qu'il veut parler des arbres et des autres sujets qui ont été abordés plus tôt. La parole est au député de Calgary-Centre.

M. Jim Silye (Calgary-Centre, Réf.): J'ai de mauvaises nouvelles pour vous aujourd'hui, monsieur le Président. À 13 heures hier, l'horloge annonciatrice de la catastrophe qui enregistre la dette nationale marquait 570 947 551 591,35 \$. Nous ne pouvons pas continuer à emprunter indéfiniment. Voilà la deuxième mauvaise nouvelle. La troisième mauvaise nouvelle, c'est que les gens ont perdu confiance dans la capacité du gouvernement à gérer l'argent et les ressources et à vivre selon ses moyens, comme les contribuables ont à le faire.

Le plus grand obstacle à la création d'emplois aujourd'hui, c'est la pléthore de taxes qui assaillent les Canadiens. Les gouvernements doivent alléger le fardeau fiscal des Canadiens, aussi bien des particuliers que des entreprises. C'est la dette et le service de la dette, c'est-à-dire les dépenses en intérêts, qui mettent en péril la viabilité et la flexibilité de nos programmes actuels. Voilà pourquoi il nous faut un budget équilibré.

Nous voyons au contraire le ministre des Finances ridiculiser le Parti réformiste qui a proposé un budget équilibré sur une période de trois ans, comme si la valeur et les mérites d'un budget équilibré étaient insignifiants et sans importance.

Quand, à propos de la réduction du déficit, le ministre des Finances parle de cibles mobiles établies en proportion du PIB et d'atteindre ces cibles faciles, il se vante d'en arriver à un déficit de 37,5 milliards de dollars. Il n'y a pas vraiment de quoi être fier. C'est exactement le déficit que les conservateurs avaient prévu il y a deux ans et qui, bien entendu, avait fini par atteindre 42 ou 43 milliards.

En tant qu'homme d'affaires, je trouve consternant de voir que, même alors que notre pays fait face à une dette de près de 600 milliards de dollars, le gouvernement ne se rend pas compte de la réalité. Les dépenses excessives de l'État constituent le problème numéro un auquel notre pays est confronté, mais le ministre des Finances n'agit pas avec décision. Il en a eu l'occasion il y a deux ans. Il en a eu l'occasion encore l'an dernier. Mais non, il préfère financer le déficit, en continuant de dépenser plus qu'il ne prélève en recettes fiscales. Les gens en ont assez.

Depuis 1968, soit depuis que ce grand et merveilleux chef libéral du nom de Pierre Elliot Trudeau a parcouru le pays et convaincu tout le monde de voter pour lui, les libéraux accumulent les déficits. Trudeau a accusé un déficit. À son arrivée au pouvoir, la dette s'élevait à 17 milliards de dollars. Quand il a quitté la politique, elle frisait la somme de 200 milliards de dollars. Ensuite, Mulroney a été élu et a accumulé une dette d'environ 508 milliards de dollars.

Dans deux ans, lorsque les libéraux quitteront le pouvoir après un mandat de quatre ou cinq ans, ils laisseront aux Canadiens une